



**URBanisme Aménagement
et Développement Durable**

✉ Rue de Bezelles ZA de Roumagnac 81600 GAILLAC

☎ 05.63.41.18.43

sebastien.charruyer@urba2d.com

Département du Tarn

PETR des Hautes Terres d'Oc

DÉCLARATION DE PROJET N°1 EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITE DU SCOT DES HAUTES TERRES D'OC AVEC LE PROJET " SIAT "

Procédure de déclaration de projet n°1 emportant mise en compatibilité du SCoT approuvée le :
18 mars 2024

Le Président : M. FABRE Jean Marie



AVIS DE LA CDNPS

**COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE LA NATURE,
DES PAYSAGES ET DES SITES (CODENAPS)**

Formation spécialisée dite « des sites et paysages »

**Compte-rendu de la consultation électronique
du 28 août 2023 au 15 septembre 2023**

**Demande de dérogation au principe de continuité urbaine
Procédure conjointe de mise en compatibilité du PLUi Sidobre Val d'Agout
et du SCoT des Hautes Terres d'Oc pour l'accueil du projet de scierie du groupe SIAT
sur le territoire de la commune du Bez**

Demandeur :

- Communauté de Communes Sidobre Vals et Plateaux
- PETR Hautes Terres d'Oc.

Service instructeur :

- Direction départementale des territoires du Tarn (DDT)
Service connaissance des territoires et urbanisme – Pôle urbanisme – Bureau de la planification

Participants :

- M. Sébastien SIMOES, secrétaire général, sous-préfet d'Albi, président de la CODENAPS ;
- M. Francis AUGÉ, représentant le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie (DREAL) ;
- Mme Corinne KRON-RAMIREZ, représentant le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie ;
- Mme Delphine LE REUN, représentant la direction départementale des territoires du Tarn (DDT) ;
- M. Lionel MADER, représentant la direction départementale des territoires du Tarn (DDT) ;
- M. Xavier BORDES, représentant l'architecte des Bâtiments de France, chef de l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine ;
- M. André FABRE, conseiller départemental, représentant le conseil départemental du Tarn ;

- Mme Aline REDO, conseillère départementale, représentant le conseil départemental du Tarn (suppléante, vote non comptabilisé étant donné que M. André FABRE, membre titulaire, a exprimé un vote) ;
- M. Pierre LEFLOCH, adjoint au maire d'Ambialet, représentant les communes ;
- M. Serge SERIEYS, maire de Burlats, représentant les communes ;
- M. Michel PETIT, maire de Roquecourbe, représentant les communes (suppléant, vote non comptabilisé étant donné que M. Pierre LEFLOCH, membre titulaire, et M. SEIEYS, 1^{er} suppléant ayant voix délibérative en l'absence de Mme POILLERAT-ZEGANADIN, maire de Penne, ont exprimé un vote);
- M. Michel PERALES, adjoint au maire de Vabre, représentant le syndicat mixte d'aménagement et de gestion du parc naturel régional du Haut-Languedoc ;
- M. Jean-Marc CAMBRA, représentant les personnalités qualifiées ;
- Mme Sylvie BAUNE, représentant l'union pour la protection de la nature et de l'environnement du Tarn ;
- M. Guillaume LE FOYER DE COSTIL, représentant le syndicat des forestiers privés du Tarn ;
- M. Yohann MAILLARD, représentant le conseil d'architecture, d'urbanisme et d'environnement ;
- M. Christophe MAISONNEUVE, paysagiste,

Soit 14 membres (quorum atteint)

1 – Consultation électronique du 28 août 2023 au 15 septembre 2023 :

Le 28 août 2023, un courriel a été adressé à tous les membres de la CODENAPS pour les informer de la tenue de la consultation électronique ayant pour objet la demande de dérogation au principe de continuité urbaine dans le cadre de la mise en compatibilité du PLUi Sidobre Val d'Agout et du SCoT des Hautes Terres d'Oc pour l'accueil du projet de scierie du groupe SIAT sur le territoire de la commune de Le Bez.

Ce courriel indiquait également les différentes étapes de cette consultation électronique :

- mise à disposition des documents à partir du 28 août 2023 ;
- la phase « délibération » du 4 septembre 2023 (10 h 00) au 8 septembre 2023 (16 h 00) ;
- la phase « vote » du 11 septembre 2023 (10 h 00) au 15 septembre 2023 (16 h00).

À chaque étape, un courriel a été adressé à tous les membres.

2 – Synthèse du rapport établi par le service instructeur et diffusé aux membres du conseil :

La communauté de communes Sidobre Vals et Plateaux a prescrit le 17 mai 2021 une procédure de déclaration de projet pour la mise en compatibilité du PLUi Sidobre Val d'Agout et le PETR Hautes Terres d'Oc a prescrit le 9 février 2023 une déclaration de projet pour la mise en compatibilité du SCoT des Hautes Terres d'Oc.

Le projet prévoit une extension de la zone d'activité de Saint-Agnan, commune de Le Bez, sur des espaces agricoles périphériques à la scierie détenue par le groupe SIAT, situés en discontinuité de l'urbanisation existante.

En secteur de montagne, l'article L122-5 du code de l'urbanisme prévoit que « *l'urbanisation est réalisée en continuité avec les bourgs, les villages, hameaux, groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants* », sauf dérogation en cas d'étude de discontinuité justifiant du respect des objectifs suivants :

- protection des terres agricoles, pastorales et forestières ;
- préservation des paysages et des milieux caractéristiques du patrimoine naturel ;
- protection contre les risques naturels.

Le plan local d'urbanisme intercommunal délimite alors la zone à urbaniser dans le respect des conclusions de cette étude.

Compte tenu des modifications générées par le projet à la fois sur le PLUi et le SCoT, les demandes de dérogation au titre de la mise en compatibilité de ces documents d'urbanisme ont été transmises conjointement au secrétariat de la commission départementale de la nature, des sites et des paysages (CDNPS) respectivement les 27 juin et 28 juin 2023.

L'avis de la CDNPS portera donc sur les deux volets de mise en compatibilité du PLUi et du SCoT dans le cadre de la dérogation des dispositions de la loi Montagne concernant la discontinuité urbaine générée par le projet de développement de la scierie du groupe SIAT à Saint-Agnan, commune du Bez.

- **Localisation du secteur : commune du Bez (lieu-dit Saint-Agnan)**

Le projet est situé au cœur d'un gisement forestier entre les premiers contreforts du Massif Central et la Montagne Noire. Son positionnement stratégique par rapport à la RD622 (axe majeur de communication), et son éloignement des pôles urbanisés, confèrent à ce secteur une configuration propice aux perspectives de développement de la filière bois souhaitées par le groupe SIAT.

- **Présentation du projet**

Il s'agit d'un projet d'extension d'une scierie déjà existante sur un secteur identifié au PLUi en zone économique (Ux et AUx) qui nécessite de s' étendre sur une surface supplémentaire de quelques hectares classée en zone agricole A.

Ce projet vise au renforcement de l'activité existante autour de la filière bois. L'entreprise déjà implantée en Alsace souhaite reproduire un site "miroir" sur le site de Brassac, devenu aujourd'hui obsolète avec une faible rentabilité, en créant une usine moderne calibrée pour traiter un volume de bois plus important entraînant ce secteur bois dans une nouvelle dynamique de développement. L'objectif est de dimensionner une usine en fonction des capacités du massif à l'échelle de l'Occitanie avec l'ambition de s'ouvrir à un niveau national et international. Ce projet revêt un caractère majeur d'intérêt général pour le territoire par son potentiel et par les répercussions attendues notamment en termes de création d'emplois (cf. dossier de présentation de l'intérêt général volet SCoT et PLUi).

Globalement, le fonctionnement de l'entreprise s'appuiera sur un système qui allie d'une part une phase de transformation du bois et d'autre part la fourniture d'énergie propre pour alimenter une centrale de cogénération.

La superficie totale des bâtiments envisagée représente 41 000 m² et la couverture en surface voiries et dalles extérieures représente près de 235 000 m².

Un parking supplémentaire sera implanté sur un terrain dégradé actuellement en friche de l'autre côté de la RD.

Les installations et bâtiments concernant la première et deuxième transformations du bois comprennent :

- la construction d'un parc à grumes ;
- la construction de deux unités de sciage modernes dont l'intégralité des bois issus de ces ateliers seront envoyés dans des séchoirs à bois ;
- une unité de triage et d'usinage des bois secs des unités de refente du bois.

Concernant le process sur la fourniture d'énergie : le projet bénéficie d'un système complet de traitement de la centrale de cogénération structuré autour :

- de la construction d'une unité de cogénération pour permettre de mieux valoriser les produits connexes (notamment l'écorce) et d'améliorer le bilan carbone ;
- d'une usine utilisant les produits connexes de la scierie qui sera associée à la cogénération et qui permettra de produire du granulé de bois et/ou des dés de palettes ;
- de séchoirs à bois qui utiliseront la calorie rendue disponible et permettront de sécher les bois et de fabriquer de nouveaux produits plus techniques.

- **Traduction du projet dans le PLUi**

Le développement de la filière *bois* dans le secteur de Brassac à Saint-Agnan est réaffirmé dans le PADD. L'enveloppe foncière nécessaire au développement économique du secteur Saint-Agnan-Guyor a été également majorée de 6 ha correspondant aux besoins fonciers du projet de scierie.

Le projet reste compatible avec les orientations du PADD du PLUi.

- **Le règlement écrit et graphique du PLUi :**

Le développement de cette entreprise nécessite une extension de la zone économique Ux de Saint Agnan dans le PLUi Sidobre Val d'Agout. L'enveloppe des besoins fonciers économiques passe de 25,2 ha à 31,2 ha.

Cette nouvelle zone libellée UXa intègre les anciennes zones Ux et AUx, ainsi que les portions de zone agricole A nécessaires à l'opération (section C parcelles n° 0596, 0634, 0633, 0632, 1474, 1472).

Certaines dispositions réglementaires ont été modifiées :

- la hauteur des bâtiments est rehaussée à 55 m maximum (art UXa -B1) du sol après terrassement au sommet du toit et pour les logements de fonction à 7 mètres du sol naturel avant travaux à l'égout des toitures ; la hauteur n'est pas limitée pour les éléments de superstructure ponctuels nécessaires à l'activité (antennes, cheminées, éléments techniques de faible emprise...) à condition que ces éléments soient intégrés dans le paysage (plantations aux abords, gestion des revêtements et couleurs, ...);
- une distance minimale de 5 mètres par rapport aux limites séparatives vient remplacer la règle d'implantation en limite séparative (art UXa - B1) ;
- les destinations et sous destinations n'ont pas été modifiées ; toutefois, certaines destinations non interdites ne semblent pas être compatibles à la vocation de la zone comme les centres de congrès et d'exposition, les salles d'art et de spectacles, le commerce de détail, ou l'artisanat. (page 33 du règlement) ;

Il conviendra de mettre en conformité les destinations autorisées dans la zone UXa à l'art 1 et 2 du règlement écrit afin qu'elles demeurent compatibles avec la vocation de la zone. À défaut, celles non compatibles devront être supprimées.

- **L'orientation d'aménagement et de programmation (OAP) du PLUi :**

L'orientation d'aménagement et de programmation (OAP) précise que l'aménagement de la zone doit s'inscrire dans le cadre d'un aménagement d'ensemble. Cependant, cette disposition n'est pas relayée à l'article 2 (constructions soumises à condition) de la zone UXa dans le règlement écrit.

L'étude de discontinuité précise que cette zone bénéficie en outre des réseaux d'eau potable, assainissement collectif ainsi que d'un accès à la voirie.

L'évacuation des eaux pluviales sera assurée sur le terrain d'assiette afin de limiter les débits évacués dans les fossés.

Le règlement écrit pour la zone UXa (art A2) sera également complété pour faire état du respect de l'orientation d'aménagement et de programmation.

- **Traduction du projet dans le SCoT Hautes Terres d'Oc**

Le projet est compatible avec les objectifs du projet d'aménagement et de développement durable (PADD) et ne remet pas en cause son économie générale.

Le projet ne remet pas en cause les orientations du PADD du SCoT ni son armature économique. Le secteur Le Bez-Brassac est déjà affiché comme secteur de transformation du bois.

Le projet nécessite d'adapter les enveloppes foncières destinée à l'économie dans le SCoT. Les données chiffrées inscrites à la prescription p 29 sont modifiées comme suit :

- l'enveloppe économique pour le territoire Val d'Agout passe ainsi de 50 ha à 62 ha (et de 150 à 172 ha à l'échelle du SCoT) à l'horizon 2017 -2037 ;

- un besoin de 12 ha supplémentaires est nécessaire compte tenu de la vocation unique de la zone UXa tournée vers le développement de la filière *bois* (6 ha situés actuellement en zone agricole ainsi que 6 ha déjà présents dans la zone AUx prévue lors de l'élaboration du PLUi pour l'accueil d'entreprises extérieures à la scierie).

Les données propres aux prévisions de consommation d'espaces sont également actualisées afin d'intégrer les 12 ha de consommation supplémentaire.

- **Impact du projet au regard des critères énoncés à l'article L122-7 du code de l'urbanisme**

L'emprise du projet (non fractionnable) correspond aux besoins de l'opération affichés par le groupe SIAT sur une assise de terrain anthropisé et déjà dégradé, dont le périmètre a été revu à la baisse (passage de 45 à 31 ha) prenant notamment en compte les enjeux environnementaux en présence (trames écologiques).

La zone du projet représente 31,2 ha dont 8,5 ha sont déclarés à la PAC (en 2020). Toutefois les parcelles recensées en zone agricole représentent 6 ha et correspondent à 0,72 % de la SAU communale du Bez (826 ha).

Actuellement, un agriculteur exploite sans bail les parcelles et compte arrêter cette exploitation en 2023. Cela représente 3,5 % de la totalité de l'exploitation. Par anticipation, il est prévu que l'exploitant concerné puisse bénéficier d'un système de compensation dans un autre secteur sur 8 ha à partir de 2023.

Les autres parcelles appartenant au groupe SIAT n'ont plus de vocation agricole .

Ce projet n'interrompt pas la continuité des espaces agricoles marquants du territoire contenus entre Saint-Agnan et les hameaux de la Vergne et Combe Rouge.

L'impact agricole demeure contenu au regard des éléments d'analyse portés ci-dessus.

La commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) s'est réunie le 27 juillet 2023 et a rendu un avis favorable sur le dossier de demande de dérogation relatif à la loi *montagne*.

L'unité foncière concernée par le projet reste dans le prolongement de la scierie existante située en partie basse d'un terrain marqué par une déclivité d'est en ouest. Les courbes topographiques témoignent d'une différence d'altimétrie de l'ordre de 47 m (point bas du projet situé à la cote 482,79 m NGF, le point haut est à la cote 530 m) entre la ligne de crête à l'est et la route située à l'ouest.

Cette topographie alliée à la présence de haies ou de bocages en périphérie confère à la zone un caractère de combe propice à une meilleure insertion paysagère du projet.

L'analyse des perceptions visuelles traitées dans l'étude de discontinuité témoigne du rôle prépondérant du contexte topographique.

La partie nord déjà investie par la scierie existante est majoritairement aménagée par des remblais tandis que la future zone de développement sud subira principalement des travaux de déblais, facilitant ainsi l'intégration paysagère du projet. Les espaces verts représenteront 26 612 m².

L'éloignement du projet de développement et d'extension vers le sud ainsi que la présence d'un espace tampon arboré au nord suppriment toute visibilité depuis le hameau de Saint-Agnan.

Il n'a également pas été recensé de visibilité du projet depuis le hameau de Guzanes au regard du contexte favorable de la topographie .

En ce qui concerne les perceptions lointaines, l'étude de discontinuité indique que la présence d'élément topographique (plateau situé en ligne de crête) et le maintien des zones boisées en parties sommitales limitent la visibilité du projet depuis le centre de Brassac.

En outre, le volet OAP précise que les bâtiments les plus hauts seront implantés dans la partie centrale de la zone plutôt que dans la partie périphérique. Les haies seront à renforcer en limite ainsi qu'en alignement de la route.

Le projet sera composé de bâtiments métalliques, les murs et toitures seront constitués de bac acier excepté sur le bâtiment administratif (façade bois). Les sols seront en béton.

Une attention particulière dans le coloris et le traitement des bâtiments est recommandée notamment pour les bâtiments les plus impactants sur la hauteur. Les couleurs mates foncées plutôt que claires sont conseillées. D'autre part, une coupe paysagère de la route d'accès menant au projet avec le traitement des plantations et des aires de stationnement en accompagnement de la voie apporterait plus de lisibilité dans le traitement paysager de l'opération. Les éléments de prescriptions mentionnés en page 31 de l'étude de discontinuité (recommandations en matière de choix de végétaux et plantations) seront reportés dans le dossier de PLUi.

Le projet n'impacte pas le site Natura 2000 « directive habitat » de la vallée de l'Agout ni la zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique type II « vallée de l'Agout - vallée du Gijou».

Les éléments de corridors, de cœurs de biodiversité et de continuité écologique sont préservés par le projet (Brassac parcelles A81, A25 à A32 - Le Bez C660). L'étude de discontinuité précise que les haies (tracé en rouge) en périphérie du projet seront également maintenues ou plantées. Ces éléments constituent en outre des mesures d'évitement et de réduction des incidences dans le cadre de l'évaluation environnementale.

L'étude précise qu'en mesure de compensation, il serait judicieux de commencer les travaux à la période de moindre impact pour la majorité des espèces, soit entre les mois de septembre et novembre, afin d'éviter les destructions et le dérangement lors de la reproduction (printemps) et l'hibernation (fin d'automne-hiver). D'autre part, en phase travaux, il sera nécessaire de prendre en compte les contraintes de bruit et de poussières générées tout en anticipant les différents rejets potentiellement polluants dans les milieux naturels.

Le projet contenu dans une combe se maintient au sein des limites et lisières arborées. Il convient cependant de rappeler le rôle primordial intégrateur de la trame forestière et arborée existante (haies) qui est à renforcer autour du projet. En l'occurrence l'espace boisé bordant le plateau est de la scierie offre à la fois un intérêt écologique et paysager grâce à l'écran visuel qu'il constitue depuis Brassac.

Prise en compte des risques naturels :

Risque inondation : Le projet n'est pas directement impacté par le PPRi Agout Amont approuvé le 14 novembre 2013.

Risque retrait gonflement d'argile : Le projet est concerné par le PPRGA qui impose des études géotechniques sur les fondations des constructions.

Risque incendie : le dossier d'étude de discontinuité précise que le risque d'incendie de l'usine est intégré au dossier ICPE par des mesures préventives et des dispositifs de lutte contre les incendies. Il est précisé que le projet n'empiète pas sur des espaces boisés. Le projet permettra d'optimiser l'exploitation des massifs forestiers dans le respect des dispositions de la charte du PNRHL.

Les règles des PPR (inondation et retrait gonflement d'argiles) seront respectées. Des dispositions particulières seront prises pour assurer la sécurité contre l'incendie.

Synthèse des impacts du projet au regard des critères énoncés à l'article 122-7 du code de l'urbanisme :

CRITERES	IMPACTS
Protection des terres agricoles, pastorales ou forestières	Contenus et limités sur une emprise agricole déjà impactée par l'ancienne scierie de <i>Brassac Industrie</i> existante. Une étude de compensation agricole est en cours. Une réflexion préalable a conduit à réduire l'emprise définitive qui est passée de 45 ha à 31 ha par rapport au projet initial.
Préservation des paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel	Mesurés dans la mesure où les prescriptions paysagères et architecturales seront respectées notamment en ce qui concerne la préservation et le renforcement ciblé de la trame arborée et forestière environnante.
Protection contre les risques naturel	Faible

Proposition d'avis :

Considérant l'affectation économique de la zone existante (espace dédié au développement de la filière bois), l'analyse présentée, les enjeux en présence sur le site, les mesures prises pour atténuer l'impact du projet dans son environnement et l'intérêt économique que revêt le projet pour le territoire ;

il est proposé un avis favorable à la présente demande de dérogation (discontinuité urbaine) aux dispositions de la loi Montagne, pour la mise en compatibilité du PLUi Sidobre Val d'Agout et du SCoT des Hautes Terres d'Oc, conformément à l'article L122-7 du code de l'urbanisme.

3 – Échanges et observations pendant la phase « délibération » :

Intervention de M. Christophe MAISONNEUVE :

« A la lecture du dossier voici mes observations concernant une amélioration de l'impact du projet dans le paysage à prendre en considération :

- mieux atténuer l'impact frontal et les vues directes depuis St Agnan et Amiguet par la création de bandes boisées et de rideaux de peupliers ;

- mieux renforcer les limites des structures paysagères existantes sur l'est et l'ouest du site en s'appuyant sur le maillage des haies champêtres existantes ;
- planter une trame végétale orientée Est/ouest sur la plateforme Nord (face à St Agnan), afin de limiter l'impact frontal et direct ;
- atténuer et gommer l'effet "méga bassine" du bassin de rétention existant en adoucissant les remblais et végétalisant la zone d'enrochement en remblais sur l'ensemble de son pourtour (point fortement disgracieux et très artificiel au droit de la maquette 3 D) ;
- casser l'effet "méga plateforme" en 2 plateformes en 2 paliers successifs s'inscrivant mieux sur le profil en long de la pente naturelle du site. Ainsi le talus intermédiaire créé pourra être traité en respiration paysagère de la plateforme pour en limiter son impact... ;
- interdire et proscrire les enrochements pour les traitements des talus : préférer des pentes de talus adoucis et étirés, traités en talus renforcés hydrazidés et végétalisés avec pied de talus traités en gabion avec granulat du Sidobre, en particulier pour le talus situé au sud du site et fortement impactant depuis St Agnan ;
- épaissir d'une façon plus significative la bande boisée adossée à la ligne de crête en faisant redescendre harmonieusement la bande boisée sur les pentes du talus Sud. Ce geste permettra de mieux asseoir et intégrer la plateforme de terrassement du projet dans son contexte ;
- au vu des forts enjeux de paysage, il est important d'exiger un paysagiste concepteur au sein de l'équipe de MOE, afin de traiter correctement le projet d'intégration et de plantation ;
- demander en complément : un plan de plantation à l'échelle du plan masse d'ensemble + intégration du plan de paysage à la maquette 3D.

Intervention de M. Yohann MAILLARD :

Après lecture du dossier cité en objet, il nous semble que l'enjeu se fera ici au niveau du permis de construire.

En effet, la scierie déjà en place fait partie du paysage et de l'activité économique de ce territoire, son développement n'est pas à remettre en cause ni à empêcher.

Il faudra être extrêmement vigilant sur le volet paysager du permis de construire.

En effet la silhouette des bâtiments, la couleur des façades et l'insertion paysagère doivent participer à une bonne insertion du projet.

Ceci afin de réduire au maximum les impacts visuels depuis la RD 622 au sud du site, ainsi que ceux depuis St Agnan et le Hameau de Amiguet. »

Intervention de M. François GAZELLE :

« Je partage les remarques et sollicitations de Christophe MAISONNEUVE d'autant que je connais bien le secteur du projet et la route qui le longe. Le projet peut en effet être amélioré sur le plan des perceptions visuelles ressenties de l'extérieur.

La question de la dérogation est logiquement et réglementairement prise en compte. Certes, on ne doit pas "déroger" à chaque occasion qui se présente (au risque de contourner trop souvent le règlement d'un PLU approuvé) mais dans le cas qui nous concerne, et vu l'importance de la filière bois dans le département, ce n'est pas, pour moi, un souci de donner suite à cette "dérogation". »

À noter que le 2 septembre 2023, avant le commencement de la phase de délibération, M. Emmanuel Forichon, vice président de France-Nature-Environnement Occitanie Pyrénées transmet un memorandum aux membres de la CODENAPS, accompagné du message suivant :

« Cécile Argentin, présidente de FNE OP, me charge de transmettre aux membres de la CODENAPS 81 le memorandum ci joint. »

Le 5 septembre 2023, le secrétariat de la commission lui adresse la réponse suivante :

« Madame, Monsieur,

Vous avez pris l'initiative d'adresser, par courriel ci-dessous, un mémorandum aux membres de la CODENAPS du Tarn, instance consultative dont l'organisation relève de la responsabilité du préfet.

Malgré notre courriel à l'attention de M. Forichon du 30 août, ci-joint, votre participation dans le débat sur le dossier considéré (urbanisme, scierie SIAT) est, d'une part, intervenue avant la phase de délibération et, d'autre part, n'est pas passée par le truchement de vos représentants que sont Mmes et M. Baune, Blandel et Cambra.

Vous voudrez bien à l'avenir respecter les règles de fonctionnement de la CODENAPS afin d'en respecter la procédure fixée par la loi et le règlement.

Nous vous remercions de votre compréhension. »

Le 7 septembre 2023, Mme Delphine LE REUN, cheffe du service instructeur, apporte la réponse suivante :

« Le mémorandum transmis par l'association France nature environnement Occitanie Pyrénées aux membres de la CODENAPS appelle les observations suivantes de la part du service instructeur : La CODENAPS a été saisie par la collectivité pour donner son avis sur l'évolution des documents d'urbanisme (SCOT et PLUi) dans le cadre d'une discontinuité urbaine, le territoire étant soumis à la loi dite montagne. Le dossier transmis est donc succinct sur le projet qui a justifié que la communauté de communes Sidobre vals et plateaux porte cette mise en compatibilité du PLUi et du SCOT. »

Le projet de la société Siat et ses incidences environnementales seront examinés dans le cadre de l'instruction du ou des dossiers de demande d'autorisation environnementale à venir.

Par ailleurs, nous avons bien pris note des interventions de membres de la CODENAPS sur la question de l'insertion paysagère.

4 – Vote :

15 membres se sont exprimés dont 12 avis favorables et 3 avis défavorables.

Par conséquent, la CODENAPS donne un avis favorable, à la majorité des voix, sur ce dossier.

**Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire-général, sous-préfet d'Albi**



Sébastien SIMOES